

**Sous le haut patronage de Monsieur Emmanuel Macron
Président de la République**

**Cinquantenaire de la disparition de Georges Pompidou
(1974-2024)**

Sous le patronage de la Commission européenne



Centenaire de François-Xavier Ortoli

Colloque

François-Xavier Ortoli

Entre enjeux nationaux et européens

9 et 10 octobre 2024

Maison de l'Europe de Paris



77 avenue de Versailles, 75016 Paris

sous la présidence de

Bernard Ésambert et Emmanuelle Ortoli

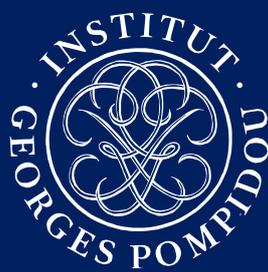


François-Xavier Ortoli (1925-2007)

François-Xavier Ortoli est l'une des personnalités qui illustre le mieux les mutations du cadre politique dans lequel la France s'est insérée depuis les années 1950 et le rôle que quelques grands acteurs ont joué dans ce processus. Le processus d'intégration européenne a en effet déterminé la quasi-totalité de sa carrière depuis les années 1950, une carrière partagée entre les responsabilités exercées dans le cadre national et dans le cadre européen. Celles d'un des principaux collaborateurs de Georges Pompidou, Premier ministre puis Président de la République d'un côté, celles de président puis de vice-président de la Commission européenne de l'autre.

Étapes d'une carrière

François-Xavier Ortoli a passé ses années de jeunesse en Indochine où il a participé aux combats contre l'agression japonaise dans des conditions d'extrême difficulté en 1944 et 1945. Arrivé en France en 1946, il entre à l'ENA, qui vient d'être créée, en janvier 1947 et en sort dans le corps de l'Inspection des Finances en avril 1948. Son choix d'entrer dans la toute nouvelle DREE (Direction des relations économiques extérieures) témoigne

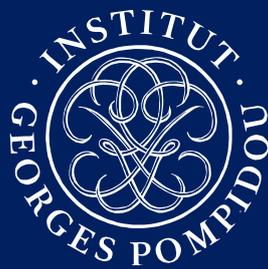


de la priorité accordée par ce jeune haut fonctionnaire à la modernisation des structures économiques et à l'insertion internationale de la France. Chef du service de la politique commerciale au ministère des Finances en 1957, il participe aux côtés de Bernard Clappier aux négociations qui conduisent à la signature du traité de Rome. Sa carrière prend dès lors une orientation européenne. Chef de cabinet durant quelques mois de l'un des deux commissaires français nommés à Bruxelles, Robert Lemaignan, membre du comité directeur du CNPF, il est recruté par Robert Marjolin, vice-président de la Commission européenne, comme directeur général des accords commerciaux. Il occupe cette fonction jusqu'au début de 1961, le temps pour lui de mettre en place le marché intérieur et de s'imposer comme l'un des chefs de file des hauts fonctionnaires de la Commission.

À son retour de Bruxelles, au printemps de 1961, il est nommé secrétaire général du SGCI (aujourd'hui SGAE) en charge, sous l'autorité du Premier ministre, de coordonner à l'échelon interministériel l'élaboration et le suivi de la politique européenne de la France. Une fonction qui prend toute son ampleur lorsque Georges Pompidou succède à Michel Debré à Matignon et en fait son directeur de cabinet. Le cumul des deux fonctions illustre à lui seul la part que les affaires européennes occupent dans les préoccupations du nouveau chef du gouvernement. Une préoccupation européenne qui reste essentielle lorsqu'Ortoli quitte Matignon pour occuper les fonctions de Commissaire général au Plan entre janvier 1966 et avril 1967. La dimension européenne, liée à l'achèvement du marché commun, est alors au centre de la mise en œuvre du V^e plan et plus encore de la préparation du VI^e plan. Une dimension européenne qu'illustre également le rôle d'Ortoli durant ces années comme vice-président du comité de politique économique à moyen terme de la Communauté.

Les enjeux européens occupent une place importante dans les différentes fonctions ministérielles assumées par François-Xavier Ortoli entre 1967 et 1972 (ministères de l'Équipement, de l'Éducation nationale, des Finances et surtout du Développement industriel et scientifique entre 1969 et 1972). Dans le contexte de l'internationalisation accrue de l'économie, l'Europe joue un rôle essentiel dans l'action du président Pompidou à partir de 1969, orientation manifestée à l'occasion du sommet européen de

La Haye en décembre 1969 et confirmée lors du sommet européen de Paris d'octobre 1972 à l'issue duquel Ortoli est désigné pour présider la Commission européenne. Une fonction à laquelle son parcours le désignait à un moment où était ressenti le besoin de redynamiser le processus d'intégration autour d'une série de priorités : union économique et monétaire, politique régionale, sociale, industrielle, coopération. La mission se révèle difficile du fait de la crise économique, monétaire et énergétique qui se développe sur le plan international et rend les compromis entre Européens et les

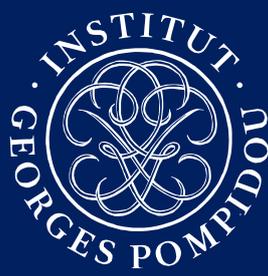


décisions plus difficiles. Un contexte institutionnel également peu favorable à un moment où la création du Conseil européen, en décembre 1974, semble affaiblir les capacités d'action de la Commission. Ortoli ne quitte pas Bruxelles à la fin de son mandat en 1976 mais devient vice-président de la Commission en charge des affaires économiques et financières sous les présidences Jenkins puis Thorn. Son rôle est essentiel dans la mise en œuvre du Système monétaire européen (SME), création d'origine franco-allemande, dont il parvient progressivement à communautariser le fonctionnement à partir de 1979. Un rôle essentiel également joué dans l'inflexion de la politique économique de la France à l'époque du « tournant » de 1982-1983.

Porté à la présidence de Total (alors CFP) en 1984 alors que le deuxième choc pétrolier a affaibli le groupe pétrolier français, Ortoli n'en maintient pas moins une place importante pour la construction de l'Europe dans ses préoccupations. Une Europe qu'il veut déterminée à jouer un rôle de premier plan dans la mondialisation en cours. D'une part, il est à l'origine avec quelques autres acteurs économiques de premier plan de la création de l'ERT (European roundtable of industrialists) puis de l'AUME (Association pour l'Union monétaire de l'Europe) qui assurent la promotion et l'accompagnement de l'achèvement du marché intérieur et de l'UEM à partir de 1983. D'autre part, il anime les structures destinées à favoriser l'insertion internationale de l'économie française comme président du Medef international comme co-fondateur de l'ASEM (Asia-Europe meeting) en 1996.

L'Europe et la France

Si l'on peut, à grands traits, distinguer deux étapes dans l'itinéraire de François-Xavier Ortoli de part et d'autre de l'année 1973 où il devient président de la Commission européenne, cette simple division n'est qu'apparence car les enjeux nationaux et les enjeux européens ont été constamment imbriqués dans ses préoccupations comme dans l'influence qu'il a exercée. D'un côté les compétences qu'il a pu acquérir au début des années 1960 ont joué un rôle déterminant dans son action au cours des années qui suivirent. Aux côtés de Pompidou, il a contribué à maintenir la ligne européenne de la politique française à l'occasion de la crise de la chaise vide en 1965, tandis que les grandes orientations de la politique industrielle qu'il a animée ont été constamment définies dans leur contexte européen. De l'autre, les conceptions qui furent les siennes quant à l'intégration européenne ont influencé la ligne politique qu'il a impulsée à la Commission durant l'essentiel des années 1970 avant qu'il ne place les enjeux européens au premier rang et ne participe à l'orientation européenne de la politique française notamment après 1981. Au point que l'on peut alors considérer que le cadre européen était en passe de devenir celui dans lequel la politique de la France allait durablement évoluer, et qu'Ortoli a été l'un des acteurs de cette inflexion accentuée par la suite lorsque Jacques Delors prit la présidence de l'exécutif européen.

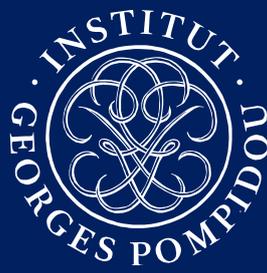


Présentation du colloque

Le colloque est organisé à l'occasion du centième anniversaire de la naissance de François-Xavier Ortoli (1925-2025) par l'Institut Georges Pompidou, sous le haut patronage du Président de la République, et le patronage de la Commission européenne. Il associe chercheurs et grands témoins, parmi lesquels d'anciens collaborateurs de François-Xavier Ortoli à Paris et à Bruxelles. José Manuel Barroso, ancien président de la Commission, conclura le colloque.

Deux dimensions sont présentes dans l'action de François-Xavier Ortoli depuis les années 1960. Dans un premier temps comme directeur de cabinet de Georges Pompidou et patron du SGCI (aujourd'hui SGAE) en charge de la coordination de la politique européenne de la France ; puis comme Commissaire général au Plan (préparation du VI^e plan) ; enfin comme ministre jusqu'en 1972 (notamment en charge du développement industriel et scientifique). Dans un deuxième temps comme président puis vice-président de la Commission européenne avec une responsabilité particulière en matière d'affaires économiques et financières. Dans un troisième temps comme président de Total et animateur de grandes organisations patronales : MEDEF international, ERT, AUME, ASEM.

On s'attache en particulier à analyser les interactions entre enjeux nationaux et européens et la montée en puissance de ces derniers au cours des années 1980.



Programme

9 octobre

13h45. Accueil

14h00. Introduction : Bernard Ésambert, Emmanuelle Ortoli et Éric Bussière

Ouverture : François-Xavier Ortoli à travers les archives

14h15. Catherine Previti (archiviste au Archives historiques de l'Union européenne, Florence) : *Les papiers de François-Xavier Ortoli aux archives de l'Union européenne à Florence*

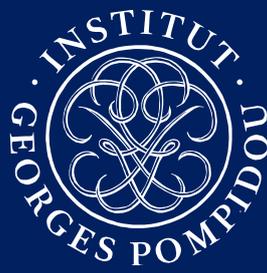
14h30 Sven Carnel (chef du service des Archives historiques de la Commission européenne, Bruxelles) : *Les nouveaux inventaires de la présidence et des vice-présidences Ortoli*

Première partie

Auprès de Georges Pompidou, organiser l'action de la France en Europe

Modérateur : **Éric Bussière**

14h45 *Moderniser la France dans le cadre européen : expertise et coordination de la politique européenne (SGCI), Plan*
Laurent Warlouzet



15h05. *Mutations de l'économie et dimension sociale, le rapport sur l'emploi de 1967*

Sara Jubault

15h25. Débat

15h45. *Pause-café*

16h00. *Politique industrielle, grands projets, nouvelles technologies*

Pascal Griset

16h20. *Promouvoir le nucléaire, le dossier Schneider Westinghouse*

Yves Bouvier

16h40. Grand témoin : **Romain Zaleski**, membre du cabinet François-Xavier Ortolu, ministre du Développement et de la Recherche scientifique (1969-1972)

16h50. Débat

17h30. Fin

10 octobre

9h15. Accueil

Deuxième partie

À Bruxelles, entre la France et l'Europe

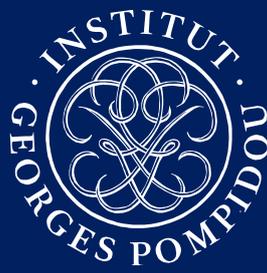
Modérateur : **Sylvain Schirmann**

9h30. *Au cœur du dispositif communautaire : de la fidélité pompidolienne à l'impératif européen, la gouvernance européenne*

Michel Mangenot

9h50. *Autour des grands enjeux politiques et institutionnels*

Noël Bonhomme



10h10. Débat

10h25. *Pause-café*

10h45. *Promouvoir une politique industrielle européenne, François-Xavier Ortoli et Etienne Davignon*

Dimitri Zurstrassen

11h05. *Vers l'union monétaire avec Tommaso Padoa Schioppa*

Éric Bussière

11h25. Grand témoin : **Yves Thibault de Silguy**, membre du cabinet de François-Xavier Ortoli, vice-président de la Commission européenne (1981 à 1984)

11h35. Débat

12h15. *Buffet*

Troisième partie

Entre les intérêts privés et l'Europe

Modératrice : **Christine Manigand**

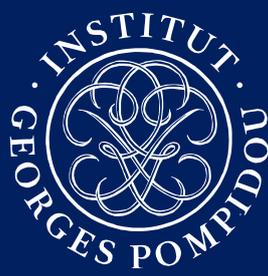
14h30. *Stratégies pétrolières : la présidence de Total*
Philippe Tristani

14h50. Grand témoin : **Robert Castaigne**, secrétaire du comité exécutif et chargé de mission auprès du président de Total

15h00. *François-Xavier Ortoli et l'Allemagne*
Sylvain Schirmann

15h20. Débat

15h40. **Conclusion : José Manuel Barroso**, ancien président de la Commission européenne (2004-2014)



Pour toute information sur nos activités
pour adhérer ou pour faire un don
consulter notre site

www.georges-pompidou.org



Contact : administration@georges-pompidou.org

+33 (0)1 44 78 41 22